

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française	100 frs
Etranger : Port en sus	

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Edito B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET
DECISIONS

DECRETS

1983

- 20 avril — Décret n° 83-68 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1983. 475
- 20 avril — Décret n° 83-69 autorisant la commercialisation des cafés triages de la campagne 1982/83. 475
- 21 avril — Décret n° 83-72 ordonnant la publication de l'accord culturel entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République populaire de Chine, signé à Beijing le 27 septembre 1981. 476
- 29 avril — Décret n° 83-83 ordonnant la publication du protocole amendé de non-agression entre les Etats membres de la C.E.D.E.A.O., signé à Lagos le 22 avril 1978. 477
- 29 avril — Décret n° 83-84 ordonnant la publication du protocole additionnel portant amendement du protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la C.E.D.E.A.O., signé à Dakar le 29 mai 1979. 479

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêtés portant promotions dans les forces armées togolaises et exclusion d'un militaire. 480

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1983

- 30 mars — Arrêté n° 32/INT/SG/DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 482
- 30 mars — Arrêté n° 33/INT/SG/DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 482
- 30 mars — Arrêté n° 34/INT/SG/DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 482
- 30 mars — Arrêté n° 35/INT/SG/DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 482
- 30 mars — Arrêté n° 36/INT/SG/DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 482
- 30 mars — Arrêté n° 37/INT/SG/DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 482
- 30 mars — Arrêté n° 38/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 482
- 30 mars — Arrêté n° 39/INT-SG-DTSCCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 483
- 30 mars — Arrêté n° 40/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 483
- 30 mars — Arrêté n° 41/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 483
- 30 mars — Arrêté n° 42/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 483
- 30 mars — Arrêté n° 43/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 483
- 30 mars — Arrêté n° 44/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982. 483

30 mars — Arrêté n° 45/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	483
30 mars — Arrêté n° 46/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	484
30 mars — Arrêté n° 47/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	484
30 mars — Arrêté n° 48/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	484
30 mars — Arrêté n° 49/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	484
30 mars — Arrêté n° 50/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	484
30 mars — Arrêté n° 51/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	484
30 mars — Arrêté n° 52/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	484
30 mars — Arrêté n° 53/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	485
30 mars — Arrêté n° 54/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	485
30 mars — Arrêté n° 55/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	485
30 mars — Arrêté n° 56/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	485
30 mars — Arrêté n° 57/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	485
30 mars — Arrêté n° 58/INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1982.	485
Arrêtés portant nominations, suspension de fonctions, destitution d'un chef de village, rectificatif à un précédent arrêté portant mise à la retraite.	485

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1983

22 mars — Arrêté interministériel n° 6/MCT/MEF définissant les conditions d'installation des entreprises commerciales ou de prestation de services.	486
22 mars — Arrêté interministériel n° 7/MCT/MEF fixant les conditions d'attribution des titres d'importation.	487
5 avril — Arrêté interministériel n° 8/MCT/MMERH fixant les prix de vente du ciment.	489
7 avril — Arrêté n° 9/MCT/DTR réglementant les visites techniques obligatoires pour les véhicules automobiles immatriculés au Togo.	490
11 avril — Arrêté n° 10/MCT/DCIPC/DFHP portant fixation des tarifs des transitaires.	491
Décision portant nomination.	492

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Rectificatifs à de précédents arrêtés portant révocation, admission dans divers corps de la fonction publique, titularisation, intégration et admission à la retraite.	492
--	-----

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

1983

26 avril — Arrêté interministériel n° 11/MTPMERH/MCT fixant les tarifs de vente de l'énergie électrique au Togo.	494
Décision portant nomination.	494

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêtés et décisions portant nominations.	494
---	-----

MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1983

22 févr. — Décision n° 28/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du projet « Complexe Sucrier d'Anié ».	496
---	-----

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

1983

17 janv. — Arrêté n° 2/MAR portant réglementation de l'exploitation de l'ODEF.	496
25 mars — Arrêté n° 6/MAR portant création d'une brigade forestière.	497
28 mars — Arrêté n° 8/MAR portant création d'une brigade forestière.	497
Arrêté portant nomination d'une commission.	497

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE DE L'INFORMATION, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêtés portant nominations.	497
------------------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1983

31 mars — Arrêté n° 61/INT-APA portant interdiction de séjour aux nommés Soumaïla Amadou, Kollol Daniel, Ngong Guillaume.	498
---	-----

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

1983

1 ^{er} avril — Arrêté n° 9/MTPMERH/DGMG/SEC portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public en vue d'installation d'une station de distribution de carburant, angle route d'Atakpamé et rue Boko Agée par la société Total Togo.	498
1 ^{er} avril — Arrêté n° 10/MTPMERH/DGMG/SEC portant autorisation d'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures de 2 ^e catégorie à Lomé, angle route d'Atakpamé et rue Boko Agée par la société Total Togo.	499

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté portant admission définitive.	500
--------------------------------------	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Décision accordant une autorisation d'exercer la profession de médecin spécialiste.	500
---	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET n° 83-68 du 20 avril relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1983

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports,

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU,

DECRETE :

Article premier : La date d'ouverture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1983 est fixée au 25 avril 1983.

Les prix d'achat au producteur du kapok de ladite récolte sont fixés en tous points de traite à :

Kapok blanc = 40 francs le kilogramme

Kapok gris = 35 francs le kilogramme.

Art. 2 : Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs de cession à l'usine d'égrenage sont les suivantes :

Kapok blanc = 50.972 francs CFA la tonne

Kapok gris = 45.760 francs CFA la tonne.

Art. 3 : Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Préfecture de Tone = 2.500 francs la tonne

Préfecture de l'Oti = 2.000 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 4 : Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 avril 1983

Général G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU KAPOK BAREME KAPOK BLANC RECOLTE 1983

		Francs cfa la tonne
<i>Prix d'achat au producteur</i>		40.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	1.540	
2 Transport lieu d'achat à l'usine	4.500	
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	800	
	6.840	
<i>Valeur nu-usine kapok brut</i>		46.840
4 Usure et réparation amortissement sacherie	800	
5 Financement 13 % 3 mois sur (46.840 + 800 + 650)	1.569	
6 Frais généraux acheteur agréé	650	
7 Déchets 1 % valeur nu-usine	468	
8 Commission acheteur agréé	645	
	4.132	
<i>Valeur de cession à l'OPAT au stade usine</i>		50.972

CAMPAGNE D'ACHAT DU KAPOK BAREME KAPOK GRIS RECOLTE 1983

		Francs cfa la tonne
<i>Prix d'achat au producteur</i>		35.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	1.540	
2 Transport lieu d'achat à l'usine	4.500	
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	800	
	6.840	
<i>Valeur nu-usine kapok brut</i>		41.840
4 Usure et réparation amortissement sacherie	800	
5 Financement 13 % 3 mois sur (41.840 + 800 + 650)	1.407	
6 Frais généraux acheteur agréé	650	
7 Déchets 1 % valeur nu-usine	418	
8 Commission acheteur agréé	645	
	3.920	
<i>Valeur de cession à l'OPAT au stade usine</i>		45.760

DECRET n° 83-69 du 20 avril 1983 autorisant la commercialisation des cafés triés de la campagne 1982/83

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Vu le décret n° 82-240 du 2 décembre 1982 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte de café 1982/83 ;

LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU,

D E C R E T E :

Article premier : La commercialisation des cafés triages de la récolte 1982/83 est autorisée pour compter du 25 avril 1983.

Art. 2 : Le prix d'achat au producteur desdits cafés est fixé à 130 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3 : Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) est fixée à 151.991 francs la tonne.

Art. 4 : Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Litimé : 3.000 francs la tonne
Région d'Akposso Nord : 2.300 francs la tonne
Région d'Akposso Plateau : 2.300 francs la tonne
Canton d'Akébou : 2.300 francs la tonne
Région de Pagala : 2.300 francs la tonne
Région de Dayes : 2.500 francs la tonne

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 5 : Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 avril 1983

Général G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE TRIAGE

BAREME CAFE TRIAGE 1982/83

	Francs cfa la tonne
Prix d'achat au producteur	130.000
1 Commission, acheteur de produit	1.600
2 Manutention, loyer magasin acheteur produit	446
3 Transport au centre de collecte	2.000
	4.046
Valeur nu-basculer centre de collecte	134.046
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	851
5 Transport Lomé	5.000
	5.851
Valeur nu-basculer Lomé	139.897
6 Financement (13 %) 2 mois V.L.M.)	3.182
7 Frais généraux fixes	3.772
	6.954
Valeur loco-magasin Lomé	146.851
8 Commission acheteur agréé 3,5 % sur (V.L.M.)	5.140
Valeur à facturer à l'OPAT	151.991

N.B. : Les sacs consignés non retournés sont facturés à 280 francs la pièce.

DECRET n° 83-72 du 21 avril 1983 ordonnant la publication de l'Accord culturel entre le Gouvernement de la République Togolaise et le Gouvernement de la République Populaire de Chine, signé à Beijing le 27 septembre 1981

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu l'ordonnance n° 83-5 du 28 mars 1983 autorisant la ratification de l'Accord culturel entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République Populaire de Chine, signé à Beijing le 27 septembre 1981,

D E C R E T E :

Article premier : L'Accord culturel entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République Populaire de Chine, signé à Beijing le 27 septembre 1981 sera publié au journal officiel de la République togolaise.

Art. 2 : Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 21 avril 1983

Général G. Eyadéma

ACCORD CULTUREL ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE
LA REPUBLIQUE TOGOLAISE ET LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE.

Le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République Populaire de Chine (dénommés ci-après « les Parties contractantes »),

Désireux de renforcer les relations amicales entre leurs deux pays en vue d'une coopération étroite dans le domaine culturel et de développer les liens de solidarité entre les peuples togolais et chinois, sur la base du respect mutuel de la souveraineté, de l'égalité et de la non-ingérence dans les affaires intérieures,

Ont décidé de conclure le présent Accord dont les dispositions sont les suivantes :

ARTICLE 1

Les Parties contractantes s'engagent à développer, conformément aux principes de l'égalité et des avantages réciproques, les échanges et la coopération entre les deux pays dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la santé publique, des sports, de l'édition, de la presse, de la radiodiffusion, du cinéma et de la télévision.

ARTICLE 2

Les Parties contractantes sont d'accord pour procéder, dans le domaine de l'éducation, à des échanges sous les formes suivantes :

a — Envoi réciproque d'enseignants, de chercheurs ou de spécialistes pour effectuer des visites amicales, accomplir des missions d'étude ou donner des conférences.

b — Octroi mutuel d'un nombre déterminé des bourses d'études supérieures.

ARTICLE 3

Les Parties contractantes favoriseront dans les limites de leurs possibilités,

— L'envoi réciproque de troupes artistiques pour des visites amicales et des représentations ;

— Les échanges de groupes d'artistes et d'artisans ;

— Les échanges de documents ;

— La formation artistique et artisanale ;

— Les expositions d'œuvre d'art ;

— Les voyages d'étude et d'information ;

— L'assistance en matière d'équipements culturels.

Les mêmes facilités seront étendues à la distribution, à la traduction et à l'édition des livres, des brochures, des revues et autres publications.

ARTICLE 4

En vue d'approfondir la compréhension entre les peuples des deux pays, les deux Parties procéderont à l'échange de films, de photos, de documents, de bandes magnétiques et de disques notamment à l'occasion des fêtes nationales et des anniversaires faisant date dans l'histoire de leurs pays.

ARTICLE 5

Les Parties contractantes mettront tout en œuvre pour favoriser les échanges et la coopération entre les deux pays dans les domaines des sports et de la jeunesse.

a — En matière de sports, elles encourageront :

— L'échange de visites et de missions d'études de responsables de sports ;

— La formation d'entraîneurs sportifs ;

— Des échanges de sportifs.

— En matière de jeunesse :

— Des échanges de jeunes et d'expériences.

ARTICLE 6

Pour l'application du présent Accord, les deux Parties contractantes établiront chaque année d'un commun accord et sur la base du respect de la législation en vigueur dans chacun des deux pays un programme d'échange culturel.

ARTICLE 7

Les questions financières concernant la mise en application du présent Accord seront réglées sur la base de la réciprocité. Toutefois certains cas particuliers pourraient faire l'objet d'un accord spécial.

ARTICLE 8

Le présent Accord entrera en vigueur de façon provisoire à la date de signature et façon définitive à compter de la date de la dernière notification réciproque de l'accomplissement des procédures constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux pays, sa validité est fixée pour une période de cinq ans. Il est automatiquement renouvelé tous les cinq ans par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une des deux Parties. La dénonciation devra être notifiée par la voie diplomatique au moins 6 mois à l'avance. Il pourra également être modifié ou complété d'accord-parties.

Fait à Beijing le 27 septembre 1981, en double exemplaire, en langues française et chinoise, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

POUR LE GOUVERNEMENT DE
LA REPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE

DECRET n° 83-83 du 29 avril 1983 ordonnant la publication du protocole amendé de non-agression entre les Etats membres de la C.E.D.E.A.O., signé à Lagos le 22 avril 1978.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu l'ordonnance n° 80-5 du 7 janvier 1980 autorisant la ratification du protocole amendé de non-agression entre les Etats membres de la C.E.D.E.A.O., signé à Lagos le 22 avril 1978 ;

DECRETE :

Article premier : Le protocole amendé de non-agression entre les Etats-membres de la CEDEAO, signé à Lagos le 22 avril 1978 et dont les instruments de ratification ont été déposés le 8 avril 1980, sera publié au journal officiel de la République togolaise.

Art. 2 : Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 avril 1983

Général G. Eyadéma

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

PROTOCOLE AMENDE

DE NON-AGRESSION

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

Considérant que la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ci-après dénommée la Communauté) créée par le Traité du 28 mai 1975 ne peut atteindre ses

objectifs sans l'instauration d'un climat de paix, et d'entente harmonieuse entre les Etats membres de la Communauté.

Rappelant l'article 2 (4) de la Charte des Nations Unies qui recommande à tous les Etats membres de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance de tout Etat soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

Rappelant l'article 3 (3) de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine qui recommande le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque Etat et de son droit inaliénable à une existence indépendante.

Rappelant la résolution de la réunion au sommet des chefs d'Etat et du gouvernement de la Communauté, tenue à Lomé le 5 novembre 1976 en vue de la signature d'un protocole annexe relatif au non recours à la force par les Etats membres de la Communauté.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Les Etats membres s'engagent à ne pas recourir dans leurs relations réciproques, à la menace ou à l'emploi de la force, ou à l'agression, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des autres Etats membres soit de toute autre manière contraire aux Chartes des Nations Unies et de l'Organisation de l'Unité Africaine.

ARTICLE 2

Chaque Etat membre s'engage à ne pas commettre, encourager ou soutenir des actes de subversion, d'hostilité, d'agression contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des autres Etats membres.

ARTICLE 3

Chaque Etat membre s'engage à empêcher que les actes visés à l'article 2 ci-dessus, soient commis par des étrangers résidents à partir de son territoire contre la souveraineté et l'intégrité territoriale des autres Etats membres.

ARTICLE 4

Chaque Etat membre s'engage à empêcher que les actes visés à l'article 2 ci-dessus soient commis, contre la souveraineté et l'intégrité territoriale des autres Etats membres, par des étrangers non résidents utilisant son territoire comme base d'opération.

ARTICLE 5

Règlement pacifique des différends

1. Les Etats membres ont recours à des moyens pacifiques pour régler les différends qui pourraient surgir entre eux.

2. Tout différend entre Etats membres qui ne peut être résolu à l'amiable est soumis à un comité de l'autorité. En cas d'échec, il est soumis à un comité de la conférence. En cas d'échec du comité susmentionné, le différend est finalement soumis pour règlement à la conférence.

3. La composition, le mandat et les conditions de fonctionnement du comité mentionné aux paragraphes précédents seront déterminées par l'autorité.

ARTICLE 6

Le présent protocole entrera en vigueur à titre provisoire dès sa signature par les chefs d'Etat et de gouvernement et définitivement dès sa ratification par au moins sept Etats signataires, conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat membre.

2. Le présent protocole ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de l'Etat dépositaire du Traité qui transmettra des copies certifiées conformes du présent protocole à tous les Etats membres, leur notifiera les dates de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent protocole auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, de l'Organisation des Nations Unies et auprès de toutes autres Organisations désignées par le Conseil.

3. « Tout Etat membre peut accéder à ce protocole et l'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Secrétariat Exécutif ».

4. Le présent protocole est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

EN FOI DE QUOI, NOUS CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AVONS SIGNE LE PRESENT PROTOCOLE.

Fait à Lagos le 22 avril 1978 en un seul original en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.

Son Excellence le Colonel Mathieu Kerekou
président de la République Populaire du Bénin

Son Excellence El Hadj Sir Daouda Jawara
président de la République de Gambie

Son Excellence le Major-Général George Yaw Boakye
représentant le chef de l'Etat et président du conseil militaire
suprême de la République du Ghana

M. Ismael Touré
ministre de l'Economie et des Finances
représentant le chef de l'Etat et commandant-en-chef des
Forces Armées Révolutionnaires de la République de Guinée,
le président Ahmed Sékou Touré

Son Excellence M. Aristide Pereira
président de la République du Cap Vert

Son Excellence M. Luiz Cabral
président de la République de la Guinée Bissau

Son Excellence M. Félix Houphouët-Boigny
président de la République de Côte d'Ivoire

Son Excellence le Dr. William R. Tolbert, Jr.
président de la République du Libéria

M. Founké Kéita
ministre des Finances et du Commerce de la République du Mali, représentant le chef de l'Etat, président du Comité Militaire de Libération Nationale, président de la République du Mali.

Son Excellence M. Moktar Ould Daddah
président de la République Islamique de Mauritanie

M. l'Intendant militaire Moussa Tondi
ministre des Finances, représentant le conseil militaire de la République du Niger

Son Excellence le Général Olusegun Obasanjo
chef du gouvernement militaire fédéral, commandant-en-chef des Forces Armées de la République du Nigéria

Son Excellence M. Léopold Sédar Senghor
président de la République du Sénégal

Son Excellence le Dr. Siaka Stevens
président de la République de la Sierra Leone

Son Excellence le Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma
président de la République Togolaise

Son Excellence le Général A. Sangoulé Lamizana
président de la République de la Haute-Volta.

DECRET n° 83-84 du 29 avril 1983 ordonnant la publication du protocole additionnel portant amendement du protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la C.E.D.E.A.O., signé à Dakar le 29 mai 1979

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

- Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

- Vu l'ordonnance n° 80-7 du 7 janvier 1980 autorisant la ratification du protocole additionnel portant amendement

du protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la CEDEAO, signé à Dakar le 29 mai 1979,

DECRETE :

Article premier : Le protocole additionnel portant amendement du protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la CEDEAO, signé à Dakar le 29 mai 1979 et dont les instruments de ratification ont été déposés le 8 avril 1980, sera publié au journal officiel de la République togolaise.

Art. 2 : Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 avril 1983

Général G. Eyadéma

PROTOCOLE ADDITIONNEL PORTANT AMENDEMENT DU PROTOCOLE RELATIF A LA DEFINITION DE LA NOTION DE PRODUITS ORIGINAIRES DES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

— Considérant que certaines modifications doivent être faites au texte français relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la CEDEAO signé à Lomé, le 5 novembre 1976 ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE I

Définition

Le dernier paragraphe de l'article I du texte français du protocole relatif à la notion de produits originaires des Etats membres et notamment la définition de la « Valeur ajoutée » est amendée ci-dessous pour signifier la différence entre le prix ex-usine hors taxes d'un produit y compris les subventions, et la valeur C.A.F. de la matière importée de pays tiers utilisée dans le processus de production.

ARTICLE II

Dépôt et entrée en vigueur

1. Ce protocole additionnel entrera en vigueur à titre provisoire dès sa signature par les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres, et définitivement dès sa ratification par au moins sept Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat membre.

2. Ce protocole additionnel ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat Exécutif qui transmettra des copies certifiées conformes de ce présent protocole additionnel à tous les Etats membres, notifiera à ces derniers la date de dépôt des instruments de ratification, et fera enregistrer le présent protocole additionnel auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, de l'Organisation des Nations Unies et auprès de toutes autres Organisations désignées par le Conseil.

3. Le présent protocole additionnel est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

EN FOI DE QUOI NOUS CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEDEAO AVONS SIGNE CE PROTOCOLE ADDITIONNEL

Fait à Dakar ce 29 mai 1979 en un seul exemplaire original en anglais et en français, les deux textes faisant également foi.

Signé : S.E. le Colonel Mathieu Kérékou
président de la République Populaire du Bénin

Signé : S.E. M. Aristides Pereira
président de la République du Cap Vert

Signé : S.E. M. Félix Houphouët-Boigny
président de la République de Côte-d'Ivoire

Signé : S.E. El Hadj Dauda K. Jawara
président de la République de Gambie

Signé : S.E. M. le Général Frederick William Kwasi Akuffo
le chef de l'Etat, président du Conseil Militaire
Suprême de la République du Ghana

Signé : S.E. le Dr. Lansana Béavogui
Premier ministre
pour le chef d'Etat, commandant en chef
des Forces Armées Populaires et Révolutionnaires
président de la République Populaire Révolutionnaire de Guinée

Signé : S.E. M. Luiz Cabral
président du Conseil d'Etat de la République de Guinée-Bissau

Signé : S.E. le Général El Hadj Aboubacar Sangoulé Lamizana
président de la République de la Haute-Volta

Signé : S.E. le Dr. William R. Tolbert, Jr.
président de la République du Libéria

Signé : S.E. M. le Général Moussa Traoré
président du Comité Militaire de la Libération
Nationale de la République du Mali

Signé : S.E. M. Moulaye Mohamed
ministre des Finances et du Commerce
pour le président du comité militaire de salut
nationale de la République Islamique de Mauritanie .

Signé : S.E. le Lt. Col. Seyni Kountché
le chef de l'Etat, président du conseil militaire
suprême de la République du Niger

Signé : S.E. le Général Olusegun Obasanjo
le chef du gouvernement militaire fédéral,
commandant en chef des Forces Armées
de la République fédérale du Nigéria

Signé : S.E. M. Léopold Sedar Senghor
président de la République du Sénégal

Signé : S.E. le Dr. Siaka Stevens
président de la République de Sierra Leone

Signé : S.E. le Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma
président de la République Togolaise.

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Promotions

ARRETE n° 12/D-PR/MDN du 11/4/83 — A compter du 1^{er} avril 1983, les militaires dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises sont promus aux grades ci-après :

Infanterie togolaise

<i>Au grade de sergent-chef</i>			
Sergents	Badjelbia Ayékinam	Mle 0 484	2° RIA
	Haldé Ayi	Mle 0213	R.S.A.
	Agbéanda Tchama	Mle 0649	2° B.M.
<i>Au grade de sergent</i>			
Les Caux - Chefs	Bouentara Mayéda	Mle 2 483	R.S.A.
	Kétoh Kouassi	Mle 0 194	2° B.M.
	Afoleho Ségbédjré	Mle 1 118	2° B.M.
	Agbodan Têtévi	Mle 0807	R.P.C.
	Pere Sanda	Mle 2 053	R.S.A.
	Kpoou Bakoubadi	Mle 0.499	1° B.I.
	Keita Lamine	Mle 0 534	1° B.I.
	Akpamadji Bsroui	Mle 2 942	R.C.G.P.

Au grade de caporal-chef

Les Caporaux	Nuassi Komi	Mle 2 840	2° R.I.A.
	Passah A. Komi	Mle 1 018	2° R.I.A.
	Abaou Filandi	Mle 1 237	R.P.C.
	Kadé Tanao	Mle 1 630	R.P.C.
	Dermane Boukari	Mle 2 493	R.S.A.
	Dénou Koffi	Mle 0 563	1° B.I.
	Bagna Boussoumouna	Mle 2 480	2° B.M.
	Afanou Messan	Mle 2 228	RCGP
	Ayilga Nanko	Mle 2 707	RCGP
	Tairou Touré	Mle 2 152	2° B.M.

Au grade de caporal

Les soldats	Adjito Yakoubi	Mle 1 227	R.P.C.
	Kounou Komi	Mle 4 234	2° RIA
	Guéli Koffi	Mle 2 355	2° B.M.
	Tabalori Lantika	Mle 4 490	2° B.M.
	Azi Kossi	Mle 4 130	2° B.M.
	Plante Bissalé	Mle 2 640	RCGP
	Youssifou Rafiou	Mle 2 693	RCGP
	Awima Yao	Mle 4 203	R.S.A.
	Kolani Kangbéni	Mle 4 018	RPC
	Gotchonasse 3 Atéféibou	Mle 3 725	RPC

A l'emploi de 1^{re} classe

Les 2° Classe	Arresse Kobra	Mle 5 445	2° RIA
	Alorima Ayima	Mle 4 791	2° RIA
	Ouro-Koura Zimaro	Mle 5 379	2° B.M.
	Kagname Batounam	Mle 5 356	1° B.I.
	Bignang N'Défé Nédéro	Mle 5 282	1° B.I.
	Ewomvo Sossou	Mle 2 243	R.S.A.
	Papali Abalo	Mle 4 901	R.S.A.
	Poullignime Falakouma	Mle 2 636	RCGP
	Issa Nassirou	Mle 2895	RCGP
	Panla Ali Koffi	Mle 3 029	RCGP
	Aziagbé Koffi	Mle 2 954	RCGP
	Somone Akouété	Mle 4 909	RCGP
	Nam-Pou Abalo	Mle 3 344	RCGP
	Modomazi Kédéga	Mle 3 116	RCGP
	Eklou Kossi	Mle 3 514	RKP.C.
	Nandja Pandjou	Mle 3 870	RKP.C.
	Bamazi Kpatcha	Mle 3 711	RKP.C.
	Awoulo Marou	Mle 3 990	RKP.C.
	Yao Essohanam	Mle 4 263	2° RIA
	Apévigna Kowouvi	Mle 4 054	2° RIA
	Atorou Missohona	Mle 4 689	2° RIA
	Badatcho Badawounam	Mle 4 808	2° B.M.
	Bodjona Kossi Bahikam	Mle 4 344	2° B.M.
	Yaoyité Sougnomé	Mle 5 501	2° B.M.
	Kéname Toyi	Mle 5 388	1° B.I.
	Batokitara Saba	Mle 4 323	1° B.I.
	Nabédé Kpatcha	Mle 3 878	1° B.I.
	Hounsrou Komi	Mle 5 138	1° B.I.
	Kombate Paki	Mle 5 468	1° B.I.
	Lochina Y. Maiman	Mle 4 566	R.S.A.

Gendarmerie Nationale Togolaise*Au grade d'adjudant*

M.D.L./Chef	Krakani Kokouvi	Mle 0 336
-------------	-----------------	-----------

Au grade de maréchal des logis-chef

M. D. L.	Mamah Amadou	Mle 0 529
---------------	--------------	-----------

Au grade de maréchal des logis (Gendarme)

Les G.A. de 1° cl.	Karka Tchaa	Mle 0895
	Adjolo Wiyao Loguéwa	Mle 0 799
	Kalao Dao Balakim	Mle 0 750
	Djétéli Nadjombé	Mle 0 816

Au grade de gendarme-adjoint de 1^{re} classe

Les G.A. 2° cl.	Daklou Agbalenyo	Mle 1 006
	Djamesie Yawo	Mle 1008
	Djanganbi Yokoyou	Mle 1009
	Douti Lambine	Mle 1 011
	D'Manane Mogogou	Mle 1 013
	Gueba Dogma Koffi	Mle 1 020
	Hénou Tchao Akesso	Mle 1 021
	Kabey Komlan	Mle 1 023
	Kalao Kao	Mle 1 026
	Kayemba Batinti	Mle 1 027

Musique Principale des Forces Armées Togolaises*Au grade de sergent-musicien*

C/C Musicien	Dagbey Komla	Mle 0 100/M
--------------	--------------	-------------

Au grade de caporal-chef musicien

Cal Musicien	Tchangai Agninou	Mle 0 128/M
--------------	------------------	-------------

Au grade de caporal musicien

Sdt Musicien	Sanzou Sama	Mle 0 165/M
--------------	-------------	-------------

A l'emploi de 1^{re} classe musicien

2° Cl. Musicien	Sanlack Sagamtieb	Mle 0 164/M
	Tagba Héyouvédeou	Mle 0 233/M

Groupement Aérien Togolais*Au grade d'adjudant*

Sergent-chef	Makouya Balikou	Mle 5 068
--------------	-----------------	-----------

Au grade de sergent

Caporaux-chefs	Egah Yao	Mle 5 019
	Barota Gniliuguiba	Mle 4 997

Au grade de caporal-chef

Caporal	Adégnon Koffi	Mle 2 787
---------	---------------	-----------

Au grade de caporal

Les Soldats	Ekpao Massébé	Mle 5 502
-------------	---------------	-----------

A l'emploi de 1^{re} classe

2° Cl.	Abouraima Moukai-	
	rou	Mle 4 716
	Alognon Djiffa	Mle 5 108

Marine Nationale Togolaise*Au grade de Q.M. 1. (Caporal-chef)*

Q.M.2.	N'Tsouglo Koffi	Mle 2 262
--------	-----------------	-----------

ARRETE n° 13/D-PR/MDN du 12/4/83 — Les officiers ci-dessous désignés, en service dans les forces armées togolaises sont promus aux grades ci-après, à compter du 1^{er} avril 1983 :

Gendarmerie*Au grade de lieutenant-colonel*

Le chef d'Escadron Assih Agossoyé

Infanterie*Au grade de commandant*

Le Capitaine Mèmène Séyi Kériké

Exclusion

Décision n° 86/D-PR/MDN du 11/4/83 — Pour compter du 4 avril 1983, le caporal Kérézoué Kodjo, matricule 2581, en service dans les Forces Armées Togolaises est sanctionné de trois (3) mois d'exclusion.

MINISTRE DE L'INTERIEUR**Annulations et ouvertures de crédits aux budgets primitifs**

Arrêté n° 32/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburant) 600.000

Arrêté n° 33/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 34/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 35/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après au budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 36/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitres ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 37/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 38/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires

Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 39/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires

Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 40/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires

Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 41/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires

Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 42/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires

Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 43/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires

Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 44/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires

Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 45/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires

Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 46/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Arrêté n° 47/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 200.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Fonctionnement des véhicules municipaux (carburants) 200.000

Arrêté n° 48/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 200.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Entretien et réparation des véhicules municipaux (carburants) 200.000

Arrêté n° 49/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 7 - Entretien et réparation des véhicules municipaux 600.000

Arrêté n° 50/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Article 7 - Entretien et réparation des véhicules municipaux 600.000

Arrêté n° 51/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Article 7 - Entretien et réparation des véhicules municipaux 600.000

Arrêté n° 52/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 7 - Entretien et réparation des véhicules municipaux 600.000

Arrêté n° 53/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 7 - Entretien et réparation des véhicules municipaux 600.000

Arrêté n° 54/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 7 - Entretien et réparation des véhicules municipaux 600.000

Arrêté n° 55/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 7 - Entretien et réparation des véhicules municipaux 600.000

Arrêté n° 56/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 7 - Entretien et réparation des véhicules municipaux 600.000

Arrêté n° 57/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 200.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 7 - Entretien et réparation des véhicules municipaux 200.000

Arrêté n° 58/INT-SG-DSTCL du 30/3/83 — Est approuvée l'annulation de crédits sans emploi aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre XII - Autres dépenses extraordinaires
Article 6 - Divers crédits réservés 600.000

— Est approuvée l'ouverture de crédits supplémentaires aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1982.

Chapitre V- Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 - Entretien et réparation des véhicules municipaux (carburants) 600.000

Nominations

Arrêté n° 29/INT-CAB du 28/3/83 — N'Soukpoé T. Kodjo, commissaire de police n° mle 010145 T, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles à l'école nationale de police, chef de service du bureau d'études et de liaison de la sûreté nationale au ministère de l'intérieur en remplacement de M. Ataklō K. Messa, appelé à d'autres fonctions.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 59/INT-SG-APA du 31/3/83 — Sont nommés chefs de village dans la préfecture Sotouboua, les personnes dont les noms suivent, désignées par voie électorale :

- Alowonou Kodjo : chef de village de Blitta-village
- Yovo Drèva : chef de village de Samourè-Kondji
- Agban Bayaro : chef de village de Tcharè-Baou.

M. Alowonou Kodjo, chef de village de Blitta-village et Agban Bayaro, chef de village de Tcharè-Baou, relèvent de l'autorité directe du chef de canton de Blitta.

M. Yovo Drèva, chef de village de Samourè-Kondji, relève de l'autorité directe du chef de canton de Langabou.

Le présent arrêté, aura effet pour compter de la date de prise de fonctions des intéressés.

Suspension de fonctions

Arrêté n° 62/INT/APA du 31/3/83 — Hodo Kokou Agbessi, maire de la commune de Kpalimé est suspendu de ses fonctions pour deux (2) mois pour faute grave.

Pendant la durée de la suspension, l'administration de la commune sera assurée par un adjoint désigné par le conseil municipal.

Le présent arrêté aura effet pour compter de sa date de notification à l'intéressé.

Destitution

Arrêté n° 60/INT-SG-APA du 31/3/83 — M. Sakari Potchonessè, chef de village de Wélou (préfecture de la Kozah) est destitué de ses fonctions, pour faute grave.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de signature.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 16/6/82 à l'arrêté n° 65/INT/CGP du 22/3/82 portant mise à la retraite pour ancienneté de service dans le corps des gardiens de préfecture.

Au lieu de :

A compter du 1^{er} mai 1982 l'adjudant chef Karou Toyi mle 693 du détachement de Tchaoudjo sera admis à la retraite pour ancienneté de service.

Lire :

A compter du 1^{er} avril 1982 l'adjudant chef Karou Toyi sera mis à la retraite pour ancienneté de service

Il bénéficiera de la gratuité de transport pour lui et sa famille en vue de rejoindre son foyer.»

L'intéressé sera rayé des contrôles du corps des gardiens de préfecture pour compter du 1^{er} avril 1982.

Le reste sans changement.

MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Arrêté interministériel n° 6/MCT/MEF du 22 mars 1983 définissant les conditions d'installation des entreprises commerciales ou de prestation de services.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS.

et

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Vu la constitution notamment en son article 21 ;

Vu la loi n° 82-4 du 16 juin 1982 portant réorganisation du registre du commerce ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution ;

Vu le décret n° 82-211 du 30 septembre 1982 portant composition du gouvernement,

ARRENTENT :

Article premier — L'exercice des activités commerciales ou de prestations de services relevant du domaine commercial par toute personne physique ou morale sur toute l'étendue du territoire national, est soumis à une autorisation du ministre du commerce.

Cette autorisation est préalable à toute formalité d'enregistrement ou de publicité.

Art. 2 — La délivrance de l'autorisation d'installation pour des activités commerciales intéressant un service technique particulier est subordonnée à la production d'une autorisation spéciale délivrée par les autorités administratives ou techniques compétentes.

Art. 3 — Le dossier de demande d'autorisation d'installation est adressé au ministre du commerce ; il comprend :

- Une demande timbrée à 250 francs
- Un questionnaire dûment rempli
- Un extrait de casier judiciaire de moins de trois mois
- Une copie légalisée du certificat de nationalité ou une attestation de nationalité délivrée par l'autorité consulaire.
- Une copie légalisée de la carte de séjour pour les étrangers
- Une photocopie légalisée d'une pièce d'identité
- Deux photos d'identité
- Un projet de statuts (pour les sociétés)
- Une quittance pour la constitution de dossier.

Art. 4 — L'autorisation d'installation est personnelle et non cessible.

Elle est matérialisée par une carte numérotée signée par le ministre du commerce et précisant :

- l'identité et l'adresse du bénéficiaire,
- le genre d'activité exercée.

Art. 5 — L'autorisation garde un caractère provisoire les deux premières années; à l'issue de cette période sa validité est confirmée ou annulée par le ministre du commerce.

La carte doit être ensuite renouvelée :

— Tous les deux (2) ans pour les sociétés ou établissements dont le chiffre d'affaires est inférieur à cent (100) millions de francs CFA.

— Tous les trois (3) ans pour les sociétés ou établissements dont le chiffre d'affaires est compris entre (100) et cinq cents (500) millions de francs CFA.

— Tous les cinq (5) ans pour les sociétés ou établissements dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à cinq cents (500) millions de francs CFA.

Pour les étrangers, sa validité est liée à celle de la carte de séjour.

Art. 6 — La quittance prévue à l'article 3 ci-dessus est délivrée contre paiement d'une redevance de dix mille (10.000) francs CFA, à verser à la caisse du ministère du commerce.

Art. 7 — Tout commerçant ayant obtenu l'autorisation d'installation est tenu de se conformer aux obligations ci-après :

1° Apposer aux entrées principales de ses locaux une enseigne portant lisiblement son identité commerciale.

2° Démarrer ses activités dans un délai maximum de deux ans à partir de la date de délivrance.

3° Tenir une comptabilité suffisamment probante eu égard à la nature et à l'importance des activités, dans tous les cas, conformément à la réglementation en vigueur au Togo en la matière.

Art. 8 — L'inobservation des dispositions du présent arrêté constitue une infraction passible des sanctions prévues à l'article 18 de la loi 82-4 du 16 juin 1982 portant réorganisation du registre du commerce.

Tout comportement ou toute pratique assimilable aux infractions prévues par l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967, notamment en ses articles 26 et 27, seront passibles des sanctions prévues par ladite ordonnance.

Art. 9 — Sans préjudice des sanctions prévues à l'article 8 ci-dessus l'autorisation d'installation sera retirée à tout commerçant qui aura usé des moyens frauduleux pour l'obtenir. Le retrait de l'autorisation d'installation entraîne la fermeture immédiate des locaux commerciaux.

Art. 10 — L'autorisation d'installation sera retirée à tout commerçant qui n'aura pas démarré ses activités dans un délai maximum de deux ans à partir de la date de délivrance de la carte.

Art. 11 — Les fonctionnaires désignés à l'article 17 de l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 sont habilités à constater les infractions aux dispositions du présent arrêté.

Art. 12 — Toutes les dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 13 — Le directeur du commerce intérieur, et du contrôle et le directeur de l'administration des impôts sont

chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 22 mars 1983

LE MINISTRE DU COMMERCE
ET DES TRANSPORTS,

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES,

PALI YAO TCHALLA

T. TEVI-BENISSAN

Arrêté interministériel n° 7/MCT/MEF du 22 mars 1983 fixant les conditions d'attribution des titres d'importation

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

et

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la constitution notamment en son article 21 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution ;

Vu le décret n° 60-57 du 27 mai 1960 réglementant l'utilisation des moyens de paiement sur l'étranger attribué à la République togolaise ;

Vu le décret n° 69-223 du 17 novembre 1969 définissant la profession d'importateur et les conditions d'attribution des licences d'importation ;

Vu le décret n° 82-211 du 30 septembre 1982 portant composition du gouvernement.

ARRETEMENT :

Chapitre 1^{er} : La carte d'importateur

Article premier — Tout commerçant, personne physique ou morale, remplissant les conditions pour être importateur et qui désire procéder régulièrement à des opérations d'importation est tenu de se faire délivrer la carte d'importateur définie à l'article 4 du décret n° 69-223 susvisé.

Art. 2 — Le dossier de demande de la carte d'importateur est adressé au ministre du commerce ; il comprend :

- Une demande timbrée à 250 F CFA
- Un questionnaire dûment rempli
- Une copie de l'autorisation d'installation
- Un certificat de patentes
- Un extrait d'inscription au registre du commerce
- Une copie des statuts pour les sociétés
- Une quittance pour frais d'étude de dossier.

Cette quittance est délivrée par la caisse du ministère du commerce contre paiement d'une redevance de 10.000 francs CFA.

Art. 3 — La carte d'importateur est personnelle et incessible.

Elle est valable pour l'année civile de sa délivrance.

Elle est renouvelable tous les ans dans le courant du premier trimestre de l'année de référence. Pour le renouvellement de sa carte d'importateur, tout commerçant est tenu de présenter à la direction du commerce extérieur :

- Une demande de renouvellement timbrée à 250 Frs CFA,
- Un certificat de patente,
- Une quittance de règlement de la redevance de dix (10.000 frs) à la caisse du ministre du commerce.

Chapitre II : Autorisation et licence d'importation

Art. 4 — Toute opération d'importation de marchandises est soumise à l'obtention préalable d'une autorisation ou d'une licence d'importation délivrée par le ministre du commerce.

Art. 5 — La licence d'importation est obligatoire pour toute importation en provenance des pays hors zone franc.

Les importations sans règlement financier à partir du Togo sont soumises à une licence d'importation sans devises.

Les importations en provenance de la zone franc sont soumises à une autorisation d'importation.

Art. 6 — La licence d'importation est établie en huit (8) exemplaires dont :

- un avec barre rouge destiné à la douane
- un avec barre verte destiné à la banque domiciliaire
- trois exemplaires ordinaires destinés à l'intéressé
- les trois derniers exemplaires destinés à la direction du commerce extérieur.

Après apurement, l'importateur est tenu de retourner un exemplaire à la direction du commerce extérieur.

Art. 7 — L'autorisation et la licence d'importation sans devises sont établies en huit (8) exemplaires dont :

- un avec barre rouge destiné à la douane,
- trois exemplaires ordinaires destinés à l'intéressé
- les quatre derniers destinés à la direction du commerce extérieur.

Après apurement, le commerçant est tenu de retourner un exemplaire à la direction du commerce extérieur.

Art. 8 — Toute demande de licence d'importation, avec ou sans règlement financier, ainsi que toute demande d'autorisation d'importation doit être appuyée de factures proforma en double exemplaire établies en valeur FOB par le fournisseur.

Le défaut de cette pièce entraîne automatiquement le rejet de la licence ou de l'autorisation d'importation.

Art. 9 — Toute licence ou autorisation doit porter les numéros de la carte d'importateur et de la carte de membre du conseil national des chargeurs.

Art. 10 — Pour le traitement des titres d'importation, il sera apposé sur chaque exemplaire un timbre fiscal de 125 francs CFA, au moment du dépôt de la demande.

Art. 11 — Aucun titre d'importation ne peut être accordée pour des marchandises présentées en douane par l'importateur, et n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation préalable d'importation.

Toute entrée de marchandises sans titre d'importation constitue une infraction assimilée à une pratique de prix illicite.

Art. 12 — Le délai de validité des licences d'importation est fixé à six mois. Toutefois, ce délai peut être prorogé une seule fois pour une période de six mois.

La demande de prorogation doit être présentée avant la date d'expiration du délai de validité de la licence ou de la prorogation précédente. Elle ne peut être accordée que si les documents réunis à l'appui de la demande prouvent que les marchandises, objet de la licence, n'ont pu être expédiées dans les délais normaux de validité de la licence par suite de circonstances indépendantes de la volonté de l'importateur.

Le délai de validité des autorisations d'importation et des licences d'importation sans règlement financier est de un an non renouvelable.

Art. 13 — Le dossier de prorogation de la licence d'importation doit comporter les pièces suivantes :

1° Un imprimé de prorogation dûment rempli et timbré à mille (1.000) frs CFA.

2° Une copie de la licence sur laquelle figure ou non l'imputation de la douane ;

3° Une lettre du fournisseur justifiant le non embarquement de la marchandise avant la date d'expiration du délai de validité de la licence.

4° Une lettre signée du demandeur adressée au directeur du commerce extérieur.

Chapitre III : Dispositions finales.

Art. 14 — Les importateurs qui ne se conforment pas aux dispositions du décret n° 69-223, du présent arrêté et des textes subséquents seront passibles des sanctions prévues à l'article 36 de l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967, sans préjudice des suspensions prévues au décret précité.

Art. 15 — Les fonctionnaires désignés à l'article 17 de l'ordonnance précitée sont habilités à constater les infractions au présent arrêté.

Art. 16 — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté, notamment celles de l'arrêté n° 71-3/MCIT du 3 février 1971, sont abrogées.

Art. 17 — Le directeur du commerce extérieur, le directeur du commerce intérieur, des prix et du contrôle, le directeur de l'administration des douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 22 mars 1983

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES,

LE MINISTRE DU COMMERCE
ET DES TRANSPORTS,

T. TEVI-BENISSAN

Pali Yao TCHALLA

Arrêté interministériel n° 8/MCT/MMERH du 5 avril 1983 fixant les prix de vente du ciment

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

Vu la constitution, notamment ses articles 17, 20 et 21 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution notamment en ses articles 2 et 5 ;

Vu le décret n° 80-184 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports,

ARRETERENT :

Article premier — A compter de la date de signature du présent arrêté, les prix de vente du ciment produit par Cimtogo sont fixés comme suit dans tous les chefs-lieux de préfectures.

— Prix de vente ex-usine à l'exportation 25.646 FCFA la tonne

— Prix de vente ex-usine ou dépôts Cimtogo 29.150 FCFA la tonne

— Prix de gros franco magasin du distributeur 29.600 FCFA la tonne

— Prix de détail franco magasin du détaillant 30.000 FCFA la tonne soit 1.500 FCFA le paquet de 50 Kg.

Art. 2 — Les distributeurs sont tenus de pratiquer le prix de gros pour tout achat supérieur à 5 tonnes.

Art. 3 — Les prix de vente à l'intérieur de chaque préfecture seront majorés uniquement des frais de transports du chef-lieu au point de consommation.

Art. — Tous les distributeurs agréés devront s'approvisionner en ciment à partir des dépôts Cimtogo de Lomé, Aného, Notsé, Kpalimé, Atakpamé, Blitta, Kara ou Mango conformément au tableau annexé au présent arrêté et dans la limite des quotas affectés à chaque préfecture.

Art. 5 — L'inobservation des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 6 — Les fonctionnaires désignés à l'article 17 de l'ordonnance ci-dessus visée sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 7 — La caisse de péréquation est conjointement gérée par Cimtogo et le ministère du commerce et des transports.

Art. 8 — Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires notamment celles de l'arrêté interministériel n° 01/MCT/MMERH du 4 février 1982, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 avril 1983

LE MINISTRE DES MINES,
DE L'ENERGIE ET DES
RESSOURCES HYDRAULIQUES,

LE MINISTRE DU COMMERCE
ET DES TRANSPORTS,

Barry M. BARQUE

Pali Yao TCHALLA

ANNEXE

Préfectures desservies	Quota mensuel	Dépôts Cimtogo ou dépôts éclaireurs
Préfecture du Golfe (Lomé) Usine Ville Préfecture du Sio (Tsévié)	1450 90 198	Lomé
Préfecture du Haho (Notsé)	38	Notsé
Préfecture des Lacs (Aného) Préfecture de Vo (Vogan) Préfecture de Yoto (Tabligbo)	221 122 300	Aného
Préfecture de Kloto (Kpalimé)	180	Kpalimé
Préfecture de l'Ogou (Atakpamé) Préfecture de Wawa (Badou) Préfecture d'Amou (Amlamé)	125 48 30	Atakpamé
Préfecture d'Assoli (Bafilo) Préfecture de Bassar (Bassar) Préfecture de Tchoudjo (Sokodé) Préfecture de Nyala (Tchamba) Préfecture de Sotouboua (Sotouboua) Sous préfecture - Blitta	25 146 100 41 10 8	Blitta
Préfecture de la Kozah (Kara) Préfecture de la Kéran (Kanté) Préfecture de Doufelgou (Niamtougou) Préfecture de la Binah (Pagouda)	500 25 80 121	Kara
Préfecture de Tône (Dapaong) Préfecture de l'Oti (Mango)	300 70	Mango

ARRETE N° 9/ MCT/ DTR du 7 avril 1983 réglementant les visites techniques obligatoires pour les véhicules automobiles immatriculés au Togo

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS.

Vu la constitution, notamment en son article 21 ;
Vu le décret n° 69-130 du 23 juin 1969 portant création du service des transports routiers, modifié par le décret n° 76-186 du 13 octobre 1976 ;
Vu l'arrêté n° 251 PM MTP du 15 décembre 1960 abrogeant l'arrêté n° 146 PM du 8 juillet 1959 et réglementant à nouveau les visites techniques obligatoires pour les véhicules automobiles immatriculés au Togo ;
Vu le décret 80-184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et transports ;

ARRETE :

Article premier — Les véhicules automobiles de toutes catégories immatriculés au Togo sont astreints à une visite technique périodique, dont la première a lieu lors de l'immatriculation.

Art. 2 — La visite technique a pour objet la vérification du maintien en bon état du véhicule ainsi que du bon fonctionnement de ses différents organes, notamment de ceux conditionnant la sécurité, tant des passagers que des usagers de la route.

Il est également vérifié que le véhicule satisfait aux dispositions réglementaires édictées en matière de transport routier et de circulation routière.

Art. 3 — La périodicité de la visite technique administrative est fixée comme suit :

- 3 mois pour les véhicules de places affectés au transport public de voyageurs
- 6 mois pour les véhicules de transport de marchandises et pour les véhicules à usage personnel.

Art. 4 — Les visites techniques sont faites par les chefs de subdivision des transports routiers ou par leurs représentants.

Art. 5 — Les centres habilités à faire les visites techniques administratives sont les suivants :

- la subdivision des transports routiers du sud, à Lomé,
- la subdivision des plateaux, à Atakpamé,
- la subdivision du centre à Sokodé,
- la subdivision de la Kara, à Kara,
- la subdivision des savanes, à Sansané-Mango.

Art. 6 — Tout véhicule automobile immatriculé au Togo doit posséder à son bord un carnet de visites techniques délivré par les services des transports routiers et dans lequel sont portées les dates successives des visites effectuées ainsi que les observations éventuelles y relatives.

A l'issue de la visite technique, le chef de la subdivision ayant effectué l'opération appose son cachet distinctif et sa signature sur le carnet. Il doit en outre préciser la date au-delà de laquelle le véhicule ne peut être maintenu en circulation sans avoir été soumis à une nouvelle visite.

Art. 7 — Si l'état du véhicule laisse à désirer ou si le véhicule se révèle ne pas satisfaire à toutes les dispositions techniques qui lui sont applicables, l'agent préposé à la visite mentionne sur la feuille de relevé des défauts les déficiences et infractions constatées. Il en informe séance tenante le propriétaire ou le conducteur du véhicule et prescrit une nouvelle visite dont il fixe la date. Mention de cette prescription doit figurer sur le procès-verbal de visite ainsi que sur le carnet de visites techniques.

Art. 8 — Si lors de la nouvelle visite prescrite il est constaté qu'il n'a pas été remédié aux défauts et aux infractions précédemment relevés, le propriétaire du véhicule se verra majorer de 100 % les taxes de visite technique.

En cas de récidive, le véhicule sera retiré de la circulation et gardé en fourrière.

Art. 9 — Lorsque les infractions et les déficiences relevées sont susceptibles de rendre dangereux le maintien en circulation du véhicule, l'agent préposé à la visite technique peut, après avis du chef de subdivision des transports routiers, interdire au véhicule de circuler, jusqu'à sa mise en état réglementaire de marche. Cette interdiction est alors mentionnée sur le procès-verbal de visite ainsi que sur le carnet de visites techniques.

Art. 10 — Après un accident grave, une transformation importante ou une mutation, la remise en circulation d'un véhicule de transport public de voyageurs ou de fret est subordonnée à une nouvelle visite technique, même si le temps de validité couvert par la précédente visite n'est pas arrivé à son terme.

Art. 11 — Dans le cas où la période de validité de la visite technique d'un véhicule immatriculé au Togo arrive à expiration alors que le véhicule se trouve en déplacement temporaire dans un autre Etat de la sous-région, le propriétaire du véhicule est tenu de lui faire passer une visite technique conformément à la réglementation en vigueur dans l'Etat de séjour.

La situation dudit véhicule vis-à-vis du service des transports routiers doit être régularisée dès son retour au Togo.

Art. 12 — La visite technique est effectuée après présentation de la quittance de règlement des droits prévus à cet effet. Les droits de visite technique s'acquittent :

- pour Lomé, à la caisse de la direction des transports routiers,
- dans les préfectures, à l'agence spéciale du lieu où s'effectue la visite technique.

Art. 13 — L'inobservation des dispositions de l'article 3 du présent arrêté entraîne pour le propriétaire du véhicule une majoration des droits fixés comme suit :

- majoration de 50 % pour un retard de 10 à 15 jours,
- majoration de 100 % pour un retard de plus de 15 jours.

Art. 14 — Tout agent de la direction des transports routiers ou subdivision des travaux publics, qui aura signé par complaisance le carnet de visite technique d'un véhicule, sera passible de sanctions disciplinaires.

Art. 15 — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment l'arrêté n° 251/PM/MTP du 15 décembre 1960.

Art. 16 — Le directeur des transports routiers, le directeur des travaux publics, le directeur de la sûreté nationale et le commandant de la gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 7 avril 1983

Pali Yao Tchalla

Arrêté n° 010/MCT/DCIPC/DFHP du 11 avril 1983 portant fixation des tarifs des transitaires

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS.

Vu la constitution, spécialement ses articles 17, 20 et 21 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution ;

Vu le décret 80-184 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports.

ARRETE :

Article premier — Pour compter de la date de signature du présent arrêté, les tarifs des transitaires sont fixés conformément à la liste ci-annexée.

Art. 2 — L'inobservation des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 3 — Les fonctionnaires de l'Etat désignés à l'article 17 de l'ordonnance sus-visée sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 4 — Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures et contraires relatives aux tarifs des transitaires, notamment celles de l'arrêté n° 76-3 MCIT DC D-CIP du 3 février 1976, sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 avril 1983

Pali Yao Tchalla

ANNEXE

Tarif Importation

1^{re} catégorie

	F. CFA la tonne
* Sel	850
* Farine	1.250
* Riz, sucre semoule	1.550
* Ciment	750
* Autres marchandises en sac	1.550
* Produits bitumeux ?	1.550
* huiles et graisses	2.050
* Minimum de perception	1.500
* H.A.D. (Honoraires d'Agrées en douanes)	0.30 % Val. CAF

2^e catégorie

* Vin en barriques et en bobonnes	2.750
* Bières en caisses ou cartons	3.500
* Eaux minérales et boissons hygiéniques	2.750
* Carreaux, fers, tôles et charpentes métalliques	2.750
* Everites en crêtes	3.500
* Minimum de perception	2.000
* H.A.D.	0.30 % Val. CAF

3^e catégorie

* Tabacs cigarettes	4.500
* Alcools, parfumerie, vins et liqueurs en caisses	4.500
* Produits pharmaceutiques	3.500
* Marchandises diverses	4.000
* Matériaux et caisses y compris quincaillerie et sanitaires	4.000
* Pièces détachées véhicules	5.000
* Minimum de perception	2.500
* H.A.D.	0.30 % Val. CAF

4^e catégorie

* Denrées périssables	7.000
* Textiles	4.500
* Friperies	3.500
* Colis de 0 t à 5 t (plus intervention d'engins de levage)	4.500
* Colis de plus de 5 tonnes	suivant devis
* Minimum de perception	2.500
* H.A.D.	0.30 % Val. CAF

5^e catégorie

* Voitures légères (par unité)	5.000
* Camionnettes - tracteurs légers (par unité)	6.000
* Camions (par unité)	9.000
* Supplément remorquage ou livraison (la tonne)	1.500
* Pneumatiques	4.500
* Chambres à air	3.500
* Minimum de perception	2.500
* H.A.D.	0.30 % Val. CAF

6^e catégorie

* Explosifs	7.000
* Gaz	7.000
* Minimum de perception	4.000
* H.A.D.	0.30 % Val. CAF

7^e catégorie

* Appareils ménagers	4.500
* Appareils électroniques	7.500
* Minimum de perception	3.000
* H.A.D.	0.30 % Val. CAF

8^e catégorie

* Vélos (par unité)	650
* Vélomoteurs (par unité)	850
* Motocyclettes (par unité)	1.100
* Minimum de perception	0.30 % Val. CAF

9^e catégorie

* Manutention, Transport et livraisons	1.500
* Colis volumineux à partir de 3m ³ T (le m ³)	750
* Sacheries	750

DIVERS

* Bagages (le quintal)	1.200	
* Location engins de levage jusqu'à 5 T (l'heure)	4.500	
plus de 5 T (l'heure)	6.000	
* Frais d'ouverture de dossiers et imprimés	1.500	
* Commission sur débours	3 %	
* Commission sur acquit à caution	1 %	
* Frais de timbres	(à l'identi- que)	
Frais de retour de fonds	3 %	
* Demarches et formalités particulières pour l'obten- tion d'un certificat ou visa administratif	750	
* Ouverture et vérification des colis en douanes (par colis visité)	400	
* Transmission de documents	750	
* Commission sur admission temporaire avec caution	1 %	
sans caution	2 %	
* Taxe de transaction sur les prestations de service sur tous les tarifs	(à l'identi- que)	
* Cerclage par colis	400	
* Frais de correspondance	500	
* Taxe de Trésor	(à l'identiti- que)	
* Ouillage (par dossier)	2.250	
* Marquage colis (par colis)	150	
* Arrimage	750	
* Taxe locale	(à l'identi- que)	
* Mise en entrepôt fictif		
— Entrée	75 % du tarif de transit	
— Sortie	50 % du tarif de transit	

Colis Avion

* Le kilogramme	8	
* Minimum de perception	4.500	
* H.A.D.	0,30 % Val.	CAF

TARIF EXPORTATION

	Lots de moins de 20 tonnes	Lots de plus de 20 tonnes
<i>1^{re} catégorie</i>		
* Amandes de karité	1.100	900
* Graines de coton	1.200	1.900
<i>2^e catégorie</i>		
* Palmistes & Arachides	1.100	900
* Ricin & Coprah	2.100	1.600
<i>3^e catégorie</i>		
* Huile de palme en fûts	1.600	1.100
* Huile de palme en vrac	1.500	100
(uniquement l'opération Bureau et Douanes)		
<i>4^e catégorie</i>		
* Autres produit en sacs	2.150	1.600
* Café — Cacao	1.650	1.600
<i>5^e catégorie</i>		
* Coton — kapok — tabacs & produits en balles	2.200	1.500
* Marquage des sacs	7	7
(l'unité)		

Les marchandises non reprises au Tarif Export sont taxées au Tarif Import suivant les catégories.

Magasinage : Imports - Export

Pour toutes catégories de marchandises, la profession applique intégralement les tarifs en vigueur au Port Autonome de Lomé.

TARIFS DE TIERS DETENTION*1^{re} Conditions générales*

Le tarif comprend d'une part les frais fixes par dossier, d'autre part, la commission de tiers-détention.

Frais fixes*Marchandises diverses importation*

Minimum	2.000
Lots de 1 à 10 tonnes	5.000
Lots de 10 à 50 tonnes	10.000
Lots de 50 à 500 tonnes	25.000
Plus de 500 tonnes	40.000

Produits exportation

— Minimum	2.000
— Lots de 1 à 10 tonnes	2.500
— Lots de 10 à 50 tonnes	5.000
— Lots de 50 à 500 tonnes	15.000
— Lots de plus de 500 tonnes	25.000

Commission de tiers-détention

Calculée sur la valeur de la marchandise ou du produit, déclarée par le client et ou la Banque, *par décade indivisible* :

Marchandises diverses importation : 0,70 % (soixante dix centimes pour mille francs).

Produits exportation : 0,35 % (trente cinq centimes pour mille).

2^o Magasinage

La taxe de magasinage et l'assurance sont facturées en sus, sur la base du Tarif Officiel des Transitaires de Lomé, *par décade indivisible*.

3^o Taxes fiscales

Les taxes sur les prestations de service en sus à (l'identique).

Nomination

Décision n° 70/MCT-CFT du 20/4/83 — M. Bogra Tat'Yena, sous inspecteur de 2^e classe 3^e échelon n° mle 030572-W précédemment chargé de la section contentieux est nommé cumulativement chef du personnel du réseau des chemins de fer du Togo.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION
PUBLIQUE****Rectificatifs**

*RECTIFICATIF du 11-1-83 à l'arrêté n° 1037-MTFP
du 14 novembre 1979 portant révocation*

Au lieu de :

M. Tchamdja Kpélinga Ata, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon, n° mle 012828-E, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la justice de paix de Mango, est révoqué de ses fonctions pour faute grave (chapitre 16, article 6 du budget général).

Lire :

M. Tchamdja Kpélinga Ata, n° mle 012828-E, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la justice de paix de Mango, est révoqué de ses fonctions pour faute grave, sans suspension des droits à pensions.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 7/2/82 à l'arrêté n° 615/MTFP du 17 avril 1980 portant nomination de M. Agbi Mewu Kofi.

Au lieu de :

M. AGBI Mewu Kofi, titulaire du teachers's certificate « A » est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie V-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Lire :

M. AGBI Mewu Kofi, titulaire du teacher's certificate « A » est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 3-1-83 à l'arrêté n° 1359/MTFP du 16 septembre 1982 portant titularisation et avancement automatique d'échelons.

Les professeurs des CEG, de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG) session de 1979, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes à compter du 1^{er} janvier 1980.

Après :

TOSSOU Ayikoué Ndenti (AC. 3m 14 jours).

Au lieu de :

AZIMAR Malouro, (AC. 3m 14 jours).

Lire :

MALOURO Azimar, (AC. 3m 14 jours).

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade à compter des dates suivantes : (AC. Néant).

Après :

17-9-81 — TOSSOU Ayikoué

Au lieu de :

17-9-81 — AZIMAR Malouro

Lire :

17-9-81 — MALOURO Azimar

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 12-2-82 à l'arrêté n° 1743/MTFP du 2 décembre 1982 portant intégration de M. Aoudou D. Abdou Karim.

Au lieu de :

M. AOUDOU D. Abdou Karim, ingénieur des travaux statistiques de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1500) du cadre des fonctionnaires de la statistique générale, titulaire du diplôme d'études supérieures des techniques d'organisation de l'institut d'études supérieures des techniques d'organisation de Paris à la fin d'un stage de formation professionnelle de deux ans en France, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur statisticien économiste de 2^e classe 3^e échelon (catégorie A1-indice 1600) à compter du 28 août 1981 date de retour du stage et conserve son affectation actuelle (chapitre 30, article 6, paragraphe 6 du budget général).

Lire :

M. AOUDOU D. Abdou Karim, ingénieur des travaux statistiques de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1500) du cadre des fonctionnaires de la statistique générale, titulaire du diplôme d'études supérieures des techniques d'organisation de l'institut d'études supérieures des techniques d'organisation de Paris à la fin d'un stage de formation professionnelle de deux ans en France, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur statisticien économiste de 2^e classe 3^e échelon (catégorie A1-indice 1600) à compter du 28 août 1981 date de retour du stage et conserve son affectation actuelle (chapitre 32, article 6 paragraphe 6 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 11-1-83 à l'arrêté n° 1772-MTFP du 9 décembre 1982 portant admission à la retraite.

Au lieu de :

M. MINTAMOU Adéfaimbo, n° mle. 026059-M, pré-

posé 4^e échelon du cadre des fonctionnaires des douanes, ayant atteint la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1983.

Lire :

M. MINTAMOU Adéfaïmbo, n° mle. 026059-M, brigadier 2^e échelon du cadre des fonctionnaires des douanes, ayant atteint la limite d'âge est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1983.

Le reste sans changement.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, de L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Arrêté interministériel n° 11-MTPMERH-MCT du 26 avril 1983 fixant les tarifs de vente de l'énergie électrique au Togo

Le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques,

et

Le ministre du commerce et des transports,

Vu la constitution notamment ses articles 15, 17, 20 et 21 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution,

ARRETERENT

Article premier — Les tarifs de vente d'énergie électrique par la compagnie énergie électrique du Togo sur l'ensemble du territoire sont fixés comme suit pour compter du 1^{er} avril 1983 :

Tarif Basse Tension

Consommation minimale forfaitaire mensuelle : 30 kWh

Tarif A — Usages domestiques

de 0 à 100 kWh	40 frs le kWh
de 100 à 200 kWh	39 frs le kWh
au-delà de 200 kWh	36 frs le kWh

Tarif B — Usages professionnels

Tarif unique 36 frs le kWh

Tarif C — Eclairage public

Tarif unique 34 frs le kWh

Tarif D — Moyenne tension

Tarif D1 — Puissance souscrite inférieure à 500 KVA

Prime mensuelle : 35 heures d'utilisation de la puissance souscrite

Taxe proportionnelle 30 frs le kWh
Taxe additionnelle pour éclairage applicable
aux usages autres qu'industriels 10 frs le kWh

Tarif D2 — Puissance souscrite égale ou supérieure à 500 KVA

Prime mensuelle : 35 heures d'utilisation de la puissance souscrite

Taxe proportionnelle 27 frs le kWh

Heures creuses (applicable à D1 et D2) de 23 h à 6 h

Taxe proportionnelle 23 frs le kWh

Le tarif heures creuses n'est applicable qu'aux usagers ayant plus de 200 heures d'utilisation de la puissance souscrite par mois et possédant l'installation de comptage nécessaire.

Redevances mensuelles Basse Tension

— Location compteur

Compteur de 0 à 5 KVA	150 frs
Compteur de 5 à 10 KVA	250 frs
Compteur au-dessus de 10 KVA	500 frs

— Entretien branchement

Branchement 2 fils	100 frs
Branchement 4-fils	250 frs

Redevances mensuelles Moyenne Tension

Entretien compteur	2.000 frs
Entretien branchement	800 frs

Article 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 avril 1983

P. Tchalla

B. M. Barque

Nomination

Décision n° 67/MTPMERH/DGMG/BNRM du 22/4/83 — M. AMEVO Akama Kwami, attaché d'administration de 2^e classe, 4^e échelon, est nommé régisseur de la caisse d'avance créée au-près de la direction générale des mines, de la géologie et du bureau national de recherches minières.

M. AMEVO Akama Kwami devra justifier dans les formes réglementaires de l'avance mise à sa disposition.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Nominations

Décision n° 25/MSP du 14/2/83 — M. Fantohou K. Koffi, pharmacien-chef de la pharmapro est affecté à la direction générale de la santé publique (division des pharmacies) et nommé inspecteur des pharmacies.

M. Saïbou Méménétou, pharmacienne-chef de l'hôpital de Tsévié et de la subdivision sanitaire du Zio, est affectée à la direction générale de la santé publique (division des pharmacies) et nommée inspectrice des pharmacies.

M. Dayambo Boléapti, pharmacien nouvellement arrivé est affecté à la direction générale de togopharma pour servir d'adjoint au responsable du chaland, en remplacement de Mme Lawson mutée.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 7/MSPAS du 3/3/83 — M. Kavegue Yaovi Mawuyra, médecin en service à l'hôpital de Tsévié, est nommé médecin-chef dudit hôpital en remplacement du docteur Saïbou décédé.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 8/MSPAS du 3/3/83 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 20/MSPAS du 23 octobre 1974 accordant autorisation d'exploiter un cabinet de consultation médicale à M. Gilbert G. Maouignon, docteur en médecine.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} mars 1983.

Décision n° 58/MSPAS du 4/3/83 — Les fonctionnaires dont les noms suivent relevant du ministère de la santé publique et des affaires sociales, reçoivent les affectations ci-après :

DIRECTION GENERALE CONDITION FEMININE LOME

— Johnson Assiba, attaché d'admin. précéd. au secrétariat d'Etat des affaires sociales et de la condition féminine en complément d'effectif.

DIRECTION GENERALE AFFAIRES SOCIALES (DIVISION DEVELOP. COMMUNAUTAIRE)

— Kossi Emefa, cadre de dévelop. commun. précéd. en service à Notsé est nommé chef de la section programmation, documentation et communication.

CENTRE SOCIAL MAISON POUR TOUS

— Ayayi Adakouvi, administ. civil précéd. à l'école nationale de formation sociale est nommée directrice du C. S. en remplacement de Mme BAKPESSI en disponibilité.

SECTEUR SOCIAL DE NOTSE

— ZOUMARO Ikpindi, assist. médico-sociale précéd. directrice régionale des affaires sociales d'Atakpamé en remplacement de KOSSI muté.

DIRECTION REGIONALE AFFAIRES SOCIALES ATAKPAME

— KETEGLO Yao, cadre de dévelop. com. précéd. à la div. de l'alphabétisation à Lomé, est nommé directeur régional en remplacement de Mme ZOUMARO mutée.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 62/MSPAS du 8/3/83 — Les fonctionnaires dont les noms suivent relevant du ministère de la santé publique et des affaires sociales, reçoivent les affectations ci-après :

CENTRE DE SANTE DE BE

— NADIEDJOA Lendi, médecin-chef du centre de santé de Bè est nommé directeur dudit centre.

— LOGOVI Tetevi, médecin en service au C. S. de Bè est nommé médecin-chef du service de protection maternelle et infantile dudit centre.

— BATABA Plezza, médecin en service au C.S. de Bè est nommé médecin-chef du service de médecine générale dudit centre.

SUBDIVISION SANITAIRE DU GOLFE

— GAYIGBOR Anani, médecin-chef du service national du paludisme est nommé médecin-chef de la subdivision sanitaire du Golfe cumulativement avec ses fonctions actuelles en remplacement de KOKODOKO en disponibilité.

— AQUEREBURU A. Ahlonkoba, médecin nouvellement arrivée en complément d'effectif.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 90/MSPAS du 5/4/83 — M. AJAVON Ayité, médecin inspecteur 3^e échelon, est nommé médecin-chef du service d'ophtalmologie du centre Hospitalier et Universitaire de Lomé.

La présente décision a effet pour compter du 2 février 1978.

Arrêté n° 10/MSPAS du 25/4/83 — M. FANTO-HOUN Koffi, inspecteur des pharmacies, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, directeur de la division des pharmacies et chargé du service de contrôle des drogues et des stupéfiants en remplacement de M. KUEVI-BEKU Amouzouvi, admis à la retraite.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Autorisation de virement

Décision n° 28/MPRA/DGPD/DFCEP du 22/2/82 — Est autorisé le virement au profit du projet « Complexe Sucrier d'Anié » à son compte n° 31.300.361 ouvert à l'U.T.B. Lomé, de la somme de : Quatre vingt millions (80.000.000) de francs CFA pour la poursuite normale des travaux.

La dépense est imputable sur le Budget d'Investissement et d'Équipement 1983, Titre IV, Chapitre 4, Article 3, Paragraphe 1, Rubrique D (CF n° 7/83 du 2 février 1983).

Le Directeur du Financement et du Contrôle de l'Exécution du Plan et le Trésorier-Payeur du Togo sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

ARRETE n° 2/MAR du 17 janvier 1983 portant réglementation de l'exploitation de l'ODEF.

LE MINISTRE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Vu l'article 21 de la constitution ;
Vu le décret n° 80-160 PR-MAR du 28 mai 1980, portant organisation des services du ministère de l'aménagement rural ;
Vu le décret du 5 février 1938, portant organisation du régime forestier au Togo promulgué au Togo par arrêté n° 141 du 9 mars 1938 complété par le décret du 20 mai 1955 promulgué au Togo par arrêté n° 560 du 14 juin 1955 ;
Vu le décret n° 71-204 du 13 novembre 1971 portant création, organisation et fonctionnement de l'office national de développement et d'exploitation des ressources forestières (ODEF).

ARRETE :

Article premier : Il est attribué à l'ODEF, des périmètres d'exploitation forestière dans les forêts protégées de l'Adélé, de l'Akposso-Nord et d'Issati-Elavagnon. Ces périmètres sont réservés exclusivement à l'ODEF pour une durée de 3 (trois) ans renouvelable.

Art. 2 : Les limites des périmètres de l'ODEF sont les suivantes :

— Périmètre de l'Adélé :

Limite *NORD* : Parc national de Fazao
Limite *OUEST* : Ghana et Forêt classée d'Assoukoko
Limite *SUD* : Rivière Akama
Limite *EST* : Rivière Anié

— Périmètre d'Akposso-Nord :

Limite *NORD* : Périmètre de l'Adélé
Limite *SUD-OUEST* : Ligne imaginaire partant d'Azigo et passant par OFON pour déboucher sur Awagomé

Limite *EST* : Route Nationale N° 1

— Périmètre d'Issati-Elavagnon

Limite *NORD-OUEST* : Forêt classée d'Abdoulaye

Limite *NORD-EST* : Rivière Ogou à partir de Goubi jusqu'à la frontière de la République Populaire du Bénin (RPB)

Limite *EST* : République populaire du Bénin (RPB)

Limite *SUD* : Route passant par Kpessi, Agorika, Yebou-Yebou et Igboloudja

(Route Nationale N° 10)

Limite *OUEST* : Rivière Mono

Art. 3 — La délimitation sur le terrain des périmètres retenus et l'inventaire des arbres exploitables sont effectués par l'ODEF avec l'assistance technique de la direction des forêts, des chasses et de l'environnement.

Le contrôle permanent des chantiers de l'ODEF est assuré par la direction des forêts et chasses qui doit adresser régulièrement un rapport trimestriel détaillé au ministre de l'aménagement rural portant notamment sur les essences forestières exploitées par l'ODEF et les redevances correspondantes.

Art. 4 — Il est délivré à chaque exploitant forestier employé par l'ODEF, une carte professionnelle d'exploitant forestier.

Cette carte de couleur verte et d'une validité d'un an, est renouvelable pour une année. Elle est signée conjointement par le ministre de l'aménagement rural et le ministre du développement rural.

Art. 5 — Sur enquête conjointe de l'ODEF et des forêts, des chasses et de l'environnement, une liste des exploitants forestiers qui seront employés par l'ODEF est établie chaque année par l'office et soumise à l'approbation du ministre de l'aménagement rural, en vue de la délivrance des cartes professionnelles.

Art. 6 — En cas de fautes graves ou de délits forestiers commis par l'exploitant, ou par l'un de ses ouvriers spécialisés, la carte professionnelle est retirée d'office ou suspendue provisoirement, en plus des peines prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 7 — Une carte d'ouvrier spécialisé est délivrée aux ouvriers forestiers composant l'équipe de l'exploitant agréé. Elle est signée conjointement par le directeur des forêts, des chasses et de l'environnement, et le directeur de l'ODEF.

La validité de cette carte de couleur jaune est d'une année. Elle est renouvelable pour une année.

Art. 8 — La carte d'ouvrier spécialisé est retirée d'office en cas de délits forestiers commis par son titulaire sur le chantier, qui en plus sera soumis aux sanctions prévues par la réglementation forestière en vigueur.

Art. 9 — seuls sont autorisés à travailler sur les chantiers de l'ODEF, sous peine de sanction, les titulaires de carte d'exploitant forestier ou de carte d'ouvrier spécialisé.

Art. 10 — L'ODEF est tenu de respecter scrupuleusement la réglementation forestière en vigueur et l'arrêté n° 01/MAR du 3 janvier 1983 interdisant le sciage des bois à la tronçonneuse.

Art. 11 — Tout agent de l'ODEF et des forêts, des chasses et de l'environnement qui sera reconnu coupable de malversations frauduleuses, de faute grave en service ou de complicité sous toutes ses formes dans l'exercice de ses fonctions, sera puni des peines prévues par la loi.

Art. 12 — L'exploitation des roniers pourra se faire sur toute l'étendue de territoire par l'ODEF, dans des périmètres définis en accord avec la direction des forêts, des chasses et de l'environnement.

Art. 13 — Les arbres abattus par l'ODEF seront marqués du marteau forestier de l'ODEF afin de faciliter le contrôle.

Art. 14 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 janvier 1983
S. Kortho

Arrêté n° 6/MAR du 25 mars 1983 portant création d'une brigade forestière

LE MINISTRE DE L'AMENAGEMENT RURAL,

Vu l'article 21 de la constitution ;
Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975, portant organisation et définition des ministères du développement rural et de l'aménagement rural ;
Vu le décret n° 80-160 du 28 mai 1980 ;
Vu l'arrêté n° 6/MAR du 25 novembre 1977, portant création des brigades forestières,

ARRETE :

Article premier — Il est créé dans la préfecture de Haho (région des plateaux) une brigade forestière dénommée Brigade Forestière de Togodo-Nord avec chef-lieu Asrama. Cette brigade regroupe les villages d'Asrama-de Klotchomé-de Tététo etc...

Art. 2 — Les attributions de cette brigade sont celles définies au titre II, article 3 de l'arrêté n° 6/MAR du 25 novembre 1977.

Art. 3 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 25 mars 1983

Le ministre de l'aménagement rural,

S. Kortho

Arrêté n° 8/MAR du 28 mars 1983 portant création d'une brigade forestière

LE MINISTRE DE L'AMENAGEMENT RURAL,

Vu l'article 21 de la constitution ;
Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975, portant organisation et définition des ministères du développement rural et de l'aménagement rural ;
Vu le décret n° 80-160 du 28 mai 1980 ;
Vu l'arrêté n° 6/MAR du 25 novembre 1977, portant création des brigades forestières,

ARRETE :

Article premier — Il est créé dans la préfecture de la Kéran (région de la Kara) une brigade forestière dénommée brigade forestière de Koutougou avec chef-lieu Koutougou. Cette brigade regroupe Koutougou et les villages environnants.

Art. 2 — Les attributions de cette brigade sont celles définies au titre II, article 3 de l'arrêté n° 6/MAR du 25 novembre 1977.

Art. 3 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 28 mars 1983

S. Kortho

Nomination

Arrêté n° 7/MAR du 25/3/83 — Il est créé dans l'Adélé (préfecture de Sotouboua) une commission technique ad'hoc de contrôle et de vérification en matière forestière.

La commission technique ad'hoc de contrôle et de vérification est composée comme suit :

M. Ali Adam Ahoussintché, directeur-adjoint du service des forêts, des chasses et de l'environnement, représentant le directeur des forêts, des chasses et de l'environnement : *président*.

M. Sessi Koffi, représentant le directeur général de l'O.D.E.F. membre.

La commission qui travaillera en présence des représentants des deux sociétés (SIEFP et NOSCITO) aura pour tâches de recenser et de mesurer tous les arbres achetés par celles-ci dans la région de l'ADELE.

Les frais de déplacement et de séjour des agents de l'administration membres de la commission seront à la charge des deux sociétés SIEFP et NOSCITO.

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE
DE LA REPUBLIQUE CHARGE DE L'INFORMATION,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nominations

Arrêté n° 12/PR/MINFO/PT du 25/3/83 — M. Djoua Atchidè, ingénieur 2^e échelon, précédemment en service à Dapaong est nommé chef de la subdivision des Télécommunications de la région de Kara en remplacement de M. Egah Komlan, affecté à Sokodé.

M. Gafan Kokou Sedonou, ingénieur de 2^e classe 3^e échelon, précédemment en service à Lomé est nommé chef de la Subdivision des Télécommunications de la Région des Savanes en remplacement de M. Djoua Atchidè.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 13/PR/MINFO/PT du 29/3/83 — M. Pierre Bourgon, inspecteur principal des télécommunications de l'administration française des PTT est nommé directeur général de la société autonome des télécommunications internationales du Togo (SATELIT) en remplacement de M. Pierre Loustalot.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Interdiction de séjour

Arrêté n° 61/INT-APA du 31/3/83 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

a) pour une durée de cinq ans à compter du 11 mai 1983 date de sa libération au nommé Soumaila Amadou, détenu à la prison civile de Lomé, né en 1957 à Abidjan (R.C.I.), fils de Soumaila Hassan et de Senyi Gambi, chauffeur domicilié à Lomé, condamné pour vol à vingt-quatre (24) mois de prison dont dix-huit (18) avec sursis et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 24 février 1983, du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 33 333 — 32 233).

b) pour une durée de cinq ans à compter du 12 mai date de sa libération au nommé Kollol Daniel, détenu à la prison civile de Lomé, né le 17 juin 1963 à Douala (Cameroun), fils de feu Mongo Prosper et de N'Gokollol Marguerite, monteur-électricien, domicilié à Lomé-Forever, condamné pour vol à deux (2) ans de prison dont dix-huit (18) avec sursis et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 11 février 1983 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 13 333 — 33 332).

c) pour une durée de cinq ans à compter du 12 mai 1983 date de sa libération au nommé Ngong Guillaume, détenu à la prison civile de Lomé, né le 8 janvier 1963 à Eléa (Cameroun), fils de Tchabikondi Jacques et de Bissinga Marie, élève, domicilié à Lomé - Forever, condamné pour vol à deux (2) ans de prison dont dix-huit (18) avec sursis et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 11 février 1983 du tribunal correctionnel de Lomé (F. D. 13 131 — 43 232).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

Les préfets et le directeur de la sûreté nationale sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Ouverture de dépôts d'hydrocarbures

Arrêté n° 9/MTPMERH/DGMG/SEC du 1/4/83 — La Société Total est autorisée à occuper temporairement la bordure de la route de Kpalimé et de la rue Boko agée (domaine public) pour établir les voies d'accès à la station de distribution de carburants qu'elle se propose d'édifier à Lomé, sur l'immeuble de la société « Im pa — Flash », à charge pour lui de se conformer à la réglementation en vigueur et aux conditions spéciales suivantes :

1) aucune installation, autre que les voies d'accès, ne devra se trouver sur le domaine public ;

2) les installations fixes et les distributions de carburants devront être placés au moins à 2,000 m de la limite du domaine public et de telle sorte qu'en aucun moment les véhicules en ravitaillement ne puissent stationner sur le Domaine public.

3) l'aire de stationnement sera desservie par deux voies d'accès qui devront répondre aux conditions suivantes :

a. elles ne devront pas s'opposer à l'écoulement des eaux du Domaine public et pour cela des passages sur fossés devront être établis s'il y a lieu ;

b. en aucun moment, les eaux pluviales ou usées de la station ne devront s'écouler sur le Domaine Public ;

c. la circulation se fera à sens unique sur les voies d'accès et pour cela les panneaux nécessaires seront mis en place par le permissionnaire et à ses frais ;

d. la largeur des voies ne pourra dépasser 4,00 m mesurée perpendiculairement aux rives et leur axe devra former avec l'axe de la voie publique un angle de 30° au plus à leur entrée et compris entre 40° et 60° à leur sortie ;

e. aucune piste ne pourra commencer ou aboutir à moins de 10 m d'un carrefour.

4) dans les carrefours, la visibilité devra être dégagée suivant deux sens de 10 m de longueur au moins, ces longueurs pouvant être augmentées si cela s'avère nécessaire. Ces zones de visibilité devront constamment rester libre de tout obstacle ;

5) les points lumineux de la station ne devront pas être confondus avec la signalisation routière ou leur faire obstacle. Ils ne devront pas être éblouissants pour les usagers de la route.

Le présent arrêté n'a que valeur de permission de voirie. Le permissionnaire devra avant tout commencement de travaux, obtenir les autres autorisations éventuellement nécessaires.

Les travaux ne pourront commencer que lorsque le permissionnaire justifiera qu'il a obtenu toutes les autorisations exigées par la législation entre autres :

- accord de Monsieur le ministre des finances et de l'économie
- autorisation financière (loi n° 60-26 du 5 août 1960).

La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire et révocable et pour une période de cinq (5) ans à compter de la date de sa signature. En aucun cas elle ne pourra se renouveler par tacite reconduction. Le permissionnaire devra pour en obtenir la prorogation, déposer une nouvelle demande, trois (3) mois au moins avant l'expiration de la présente.

Si l'intérêt de la Voirie ou des usagers l'exige elle pourra, à tout moment, être révoquée sans indemnité pour le permissionnaire, les droits versés par celui-ci restant acquis à l'Etat.

En cas de révocation de l'autorisation et au plus tard à l'expiration de celle-ci si elle n'a pas été renouvelée, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de révocation ou de la date d'expiration de la permission.

Passé ce délai, en cas d'inexécution de cette prescription, procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du permissionnaire.

Pour constater la précarité de la présente autorisation, les installations occupant le domaine public donneront lieu au paiement d'une redevance par année de permission. Cette redevance fixée à cinq mille (5 000) francs par borne de distribution de carburants est versée chaque année et d'avance dans les caisses de M. le receveur des domaines.

Les constructions seront exécutées conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par le permissionnaire, visés par le service des travaux publics et visés « Bon pour autorisation de construire » par le service chargé de délivrer les autorisations de construire.

Le permissionnaire ne pourra commencer les travaux qu'après vérification de leur implantation par l'ingénieur du service des travaux publics et l'ingénieur des mines chargé des établissements classés.

dans le cas où une ligne télégraphique ou téléphonique, un câble électrique, une conduite d'eau, seraient rencontrés soit dans les fouilles soit lors de l'implantation du poste (poteaux, supports, etc...) le commencement ou la continuation des travaux sera subordonné à l'autorisation du directeur de chacun de ces services.

Le titulaire de la présente autorisation, laquelle est personnelle, sera responsable, tant vis-à-vis de l'Etat que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ses installations. Il conservera cette responsabilité en cas de cession non autorisée de ses installations, les droits des tiers restant dans tous les cas expressément réservés.

Arrêté n° 10/MTPMERH/DGMG/SEC du 1/4/83 —
La société Total Togo est autorisée à installer sur l'immeuble de la société « IM PA-FLASH », un dépôt d'hydrocarbures d'une capacité de 50 m³, composé de 4 réservoirs répartis de la façon suivante :

- une cuve souterraine de 15.000 litres essence super
- une cuve souterraine de 15.000 litres essence tourisme
- une cuve souterraine de 15.000 litres pétrole
- une cuve souterraine de 10.000 litres gaz-oil

Les installations seront réalisées conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette société et visée par :

- a) Le directeur général des travaux publics pour le plan de masse
- b) Le directeur général des mines et de la géologie pour les plans d'encrage et d'enfouissement.

La présente autorisation est valable à compter de la date de sa signature.

Le dépôt conservera comme premiers moyens de secours contre l'incendie et pour absorber les liquides accidentellement répandus, en des endroits visibles et facilement accessibles et près des postes de remplissage des camions citernes, des bouches de remplissage des citernes et des tubes de jaugeage :

- a) des caisses ou des seaux de sable maintenu à l'état meuble (minimum 0,10 m³) avec une pelle pour projection,
- b) des extincteurs spéciaux pour feux d'hydrocarbures, à l'exclusion dans le dépôt des extincteurs au bromure de méthyle. Ces extincteurs seront toujours maintenus en bon état de fonctionnement et le préposé au dépôt sera initié à leur fonctionnement.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP du 4 novembre 1955 à 5 000 (cinq mille) francs par an.

L'établissement ci-dessus reste soumis à la législation actuelle et à venir relative aux établissements classés de la 2^e classe.

Le permissionnaire devra avant le commencement des travaux, justifier de toutes autorisations éventuellement nécessaires entre autres :

- autorisation financière (loi n° 60-26 du 5/8.1960)
- autorisation de construire
- autorisation de voirie.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES
TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Admission définitive

Décision n° 2/METQDRS/MEPDD du 15/2/83 —
Sont déclarés admis au concours de recrutement d'élèves-
professeurs techniques adjoints — catégorie B section nor-
male de Sokodé, les candidats dont les noms suivent :

Mécanique automobile

- Assah Komlanvi
- Djatoz Larébila
- Talaga Takoula
- Aklobessi Kouassi

Dessinateur bâtiment

- Lawson Boëvi
- Badie Kouassi
- Nyidiku Kodzovi

Maçonnerie

- Adino Koffi
- Atchozou Akata Lonyo

Dessinateur construction mécanique

- Sogma Ninkabou

Mécanique générale

- Djobo Assoumanou

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de
signature.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DES AFFAIRES SOCIALES

Autorisation d'exercice

Décision n° 84/MSPAS du 28/3/83 — Une autorisa-
tion d'exercer la profession de médecin spécialiste dans le
cabinet de consultation médicale de M. Fiadjoe Koblavissoué
Djodjéto, situé au 30, rue Pasteur Baëta — Lomé, est accor-
dée aux médecins ci-après dans les domaines suivants :

— M. Fiadjoe Kwasivi : consultations de médecine gé-
nérale, de gynécologie-obstétrique et d'Echographie.

— Mme Prince-Agbodjan Anyélé Jémima épouse de
Fiadjoe : consultations de médecine générale, de pédiatrie,
de nutrition et de diététique.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

OUVERTURE DE CONCOURS

Arrêté n° 2/MDR/DGDR/DEFA du 6/4/83 — deux
concours d'entrée à l'école inter-Etats d'ingénieurs de l'équi-
pement rural (E.I.E.R.) de Ouagadougou, en République de
Haute-Volta sont ouverts à Lomé les 3, 4, 5, et 6 mai 1983.

Peuvent se présenter à ces concours :

A — CONCOURS DIRECT

Les candidats ayant le niveau complet physique-chimie.

B — CONCOURS PROFESSIONNEL

Les anciens élèves diplômés de l'école inter-états des
techniciens supérieurs de l'hydraulique et de l'équipement
rural (E.T.S.H.E.R.) de Kamboinsé en République de Hau-
te-Volta, justifiant d'une expérience professionnelle d'au
moins de 2 ans.

C — ADMISSION SUR TITRE

Les candidats admis sur titre doivent être laïques du
DUES complet de mathématique-physique ou de physique-
chimie.

Les dossiers de candidature sont adressés à la Direction
de l'Enseignement et de la Formation agricoles B. P. 204 à
Lomé, au plus tard le 25 avril 1983.